

03 déc 2004 -16:00

Conseil des Ministres du 3 décembre 2004

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 3 décembre 2004, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 3 décembre 2004, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a mis l'accent sur les décisions prises en matière de Justice, notamment dans le domaine des familles, et plus particulièrement en ce qui concerne l'hébergement égalitaire de l'enfant de parents séparés. Il a été également décidé de faire en sorte que les personnes condamnées en Belgique puissent, dans certaines conditions, purger leurs peines dans leur pays. La mesure concernerait un bon millier de détenus. A l'occasion de la journée mondiale des handicapés, certaines mesures, proposées par la Conférence interministérielle en faveur des personnes handicapées, ont été prises. Il s'agit notamment d'un projet d'arrêté royal majorant le montant des allocations de remplacement de revenus pour les personnes handicapées de plus de 21 ans. Cette dernière décision concerne quelques 75.000 personnes. Le Premier Ministre a par ailleurs insisté sur la transposition en droit belge de toutes les directives européennes dans le cadre de la libéralisation du gaz et de l'électricité. Les directives européennes en matière d'organismes génétiquement modifiés vont également être transposées littéralement en droit belge. Guy Verhofstadt a, d'autre part, extrait trois éléments clés du programme de stabilité 2005-2008. A savoir que la croissance de l'économie belge attendue est plus rapide que la moyenne européenne, que le Gouvernement belge s'engage à une politique d'équilibre ou de boni jusqu'en 2008 et qu'il a pour objectif, en ce qui concerne la diminution de la dette publique, d'arriver en 2008 à rejoindre la moyenne européenne. Enfin, le Premier Ministre a rassuré les épargnants. Rien n'est modifié en ce qui concerne le précompte mobilier sur les revenus des carnets d'épargne. En raison de l'individualisation des revenus imposables, l'exonération de la première tranche de 1.520 euros d'intérêt s'appliquera séparément pour chaque conjoint ou cohabitant légal. Cette double exonération sera valable même lorsqu'un seul carnet de dépôt d'épargne sera ouvert au nom des deux conjoints.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be